

Vaste zone de non-droit

L'arrivée massive de CRS n'a fait que renforcer un état de siège, sans assurer la sécurité des migrants à l'intérieur comme à l'extérieur du bidonville. Non contente d'avoir changé camps et squats disséminés aux abords de la ville en une vaste zone de non-droit pratiquement hors de vue des habitants, la maire Natacha Bouchart en appelle désormais régulièrement à l'armée. À l'intérieur, les tensions intercommunautaires tournent parfois à l'affrontement. Les clivages réapparaissent entre sunnites et chiites. Passeurs, profiteurs et propagandistes imposent un contrôle diffus, insaisissable. Sur la route qui mène aux centres-ville, les affiches de campagne pour Marine Le Pen prolifèrent. Personne n'ose plus les arracher.

Le ministère de l'Intérieur s'est quant à lui contenté de faire précéder l'existence du « sous-camp d'état », comme l'a nommé Pierre Henry, directeur de France terre d'asile, d'un centre d'accueil de jour géré par une association non spécialisée, La vie active, faisant elle-même appel à des sous-traitants. Elle a remporté l'appel d'offre pour distribuer 2500 repas par jour, que les migrants doivent consommer debout, après avoir fait la queue pendant trois quarts d'heure sous des préaux battus par le vent. L'accès en est fermé aux visiteurs. Lors de la venue officielle d'un groupe de députés européens, la chargée de communication me prévient : « *Vous ne pouvez photographier que la délégation, pas ce qui se passe ici* »...

Le fonctionnement du centre interroge les membres des associations qui travaillent depuis longtemps à Calais, comme Salam et l'Auberge des migrants. Elles se retrouvent à gérer la quasi-totalité des besoins en l'absence ou presque de subventions publiques et un recours aux dons privés qui ne suffit pas au nécessaire. Les autorités, loin de leur favoriser l'accès au camp, verbalisent les véhicules contraints de se garer sur le chemin des Dunes. Médecins du monde et Médecins sans frontières ont uni les efforts pour faire face à une situation sanitaire désastreuse, ajoutant les services d'une psychologue et d'une antenne de Gynécologues sans frontières. Jusque là, les femmes enceintes – une centaine sur les lieux – ne disposaient d'aucun suivi.

50 millions d'euros pour Calais

En compensation du « préjudice économique causé par le flux migratoire », la ville de Calais a reçu 50 millions d'euros, dont une partie ira au parc d'attraction « Heroic land », dont l'ouverture est prévue en 2019. Dans un café, j'entends une dame raconter que des policiers ont contrôlé des migrants sans billet dans le train. L'un d'eux avait 400 euros sur lui, avec lesquels, sans doute, il s'apprêtait à vivre plusieurs mois. « *Vous vous rendez compte, s'exclame-t-elle, frauder quand on a une telle somme sur soi. Remarquez, les CRS, ils m'achètent beaucoup de pastis. Alors moi je me dis, comment ils vont contrôler notre alcoolémie avec tout ce qu'ils s'enfilent ?* » Une pensée me traverse. Entre policiers, journalistes, militants et associations, pour les supermarchés, la restauration et l'hôtellerie, la pleine saison dure l'année entière.

Face à l'urgence humanitaire, l'activité associative ne laisse guère de place aux questions juridiques et politiques. La question du respect des droits de l'homme n'apparaît qu'à la marge. À Calais, ni la Cimade, ni le MRAP, ni la LDH ne sont présents. Bénévoles spontanés et militants du réseau *No Border* (« pas de frontière »), dont beaucoup viennent d'Angleterre ou d'autres pays d'Europe, sont accusés d'instiller la révolte quand ils ne font que suivre les affrontements pour porter secours aux blessés et témoigner des violences policières au Défenseur des droits.

Ils créent surtout une solidarité quotidienne, matérielle et morale, avec les migrants dont ils partagent le quotidien. Ils ont aussi monté un théâtre où chaque lundi sont projetés des films sous-titrés en arabe et en anglais. Ainsi les migrants ont-ils pu voir l'avant-dernier James Bond, et applaudir un plan large sur les richesses de la ville de Londres, dans un élan fort peu anticapitaliste. La semaine précédente, au premier baiser d'un autre film hollywoodien, beaucoup se sont mis à crier spontanément « Amore » – un souvenir sans doute de leur passage en Italie. Quels mots retiendront-ils de leur séjour en France ?

Entre insultes racistes et mouvements de solidarité

Avant même l'état d'urgence, un jeune militant a été arrêté par des policiers en civil en plein centre-ville. Il a été assigné à résidence en attendant son procès après avoir refusé une comparution immédiate, sur la base d'un dossier inexistant. Malgré ce climat délétère, les jeunes sont de plus en plus nombreux à venir proposer leur

aide sur le camp. Beaucoup rejoignent le soir l'auberge de jeunesse, qui affiche complet tous les week-ends, et propose un tarif réduit à ceux qui viennent en aide aux réfugiés.

À côté du centre d'accueil de jour, la Vie active héberge aussi quelques dizaines de femmes majeures. Les adolescentes isolées doivent mentir pour y accéder, seuls les mineurs accompagnés de leur mère y ont légalement accès. La maison du Jeune Réfugié, structure gérée par France terre d'asile pour les mineurs isolés étrangers, se trouve... à 50 km de Calais, à Saint-Omer. Pour les enfants qui restent sur le camp – dont certains ont une douzaine d'années – il n'y a que des structures informelles pour tenter de veiller sur eux. Comme le « Women and children center » (centre des femmes et des enfants), une grande baraque installée au milieu du quartier afghan par Lizz, une ancienne pompière britannique à l'énergie inépuisable.

Avec l'hiver, 1500 places vont être installées dans un camp officiel, au milieu du bidonville. En cas de gel persistant, les autres devront rejoindre un ancien frigo industriel, à trois quarts d'heure à pied. À effectifs constants, il n'y aura de toute façon pas de places pour tout le monde. L'an dernier, le plan grand froid n'a été déclenché que durant les cinq jours où la température est descendue en dessous de -5°, et pendant les deux visites du Premier ministre Manuel Valls.

La frontière, elle, est presque devenue hermétique. Les abords du port sont entièrement protégés par des murs surmontés de barbelés. La nuit, des jeunes tentent encore de la franchir, sous la lumière jaune et violemment irréaliste des réverbères, illuminant parkings et voies d'accès. D'autres se dirigent désormais vers des points de passage réputés plus faciles, notamment aux environs de Dunkerque. Il y a quelques semaines, la population atteignait les 1800 personnes, soit trois fois plus qu'à Calais il y a deux ans. Les conditions de vie y sont encore pires, mais on a de fortes chances de passer la frontière en un ou deux mois.